

Avis sur le SDIRVE - courrier de consultation du SICECO du 10 avril 2025

De : VINCENT Florent - DDT 21/SPAE/SCOT <florent.vincent@cote-dor.gouv.fr>

Envoyé : vendredi 6 juin 2025 17:44

À : Thibaud Dubocage <tdubocage@siceco.fr>; Jean Michel JEANNIN <jmjeannin@siceco.fr>

Cc : TACONET Anelise (Cheffe Adjointe du service) - DDT 21/SPAE <anelise.taconet@cote-dor.gouv.fr>

Objet : Avis sur le SDIRVE - courrier de consultation du SICECO du 10 avril 2025

Bonjour,

par courrier du 10 avril 2025 ci-joint, le SICECO a sollicité monsieur le Préfet pour avis sur le projet de SDIRVE conformément à l'article R.353-5-6 du code de l'énergie. Les services de l'Etat avaient donc jusqu'au mardi 10 juin pour formuler une réponse.

Dans ce cadre, vous trouverez ci-dessous quelques observations et remarques de l'Etat sur ce document.

Le document présenté constitue une base solide pour structurer un réseau d'infrastructures de recharge cohérent, dimensionné selon les spécificités territoriales de la Côte-d'Or, hors Dijon Métropole.

A cet égard il pourrait être opportun de poursuivre la coordination initiée avec Dijon Métropole pour une stratégie la plus large à l'échelle du département.

S'agissant de la recharge électrique, le projet de schéma s'inscrit pleinement dans le cadre réglementaire fixé par les décrets SDIRVE, avec une démarche rigoureusement construite : cadrage, diagnostic, élaboration de la stratégie.

Il est clairement indiqué p.72 que *"L'obligation réglementaire de déploiement de points de charge sur les parcs de stationnement étant décorrélée des besoins de recharge, ils ne sont pas considérés dans les projections du SDIRVE. Néanmoins, cette analyse s'intègre dans une prise de décision de la localisation des points de charge au sein d'une commune"*.

Le diagnostic est particulièrement complet, mobilisant des données socio-économiques, touristiques, de mobilité, ainsi qu'un état des lieux détaillé du réseau IRVE existant. Il s'appuie également sur une bonne articulation avec les documents de planification locaux et régionaux (SRADDET, PCAET, Plans de Mobilité, etc.). Il conviendrait toutefois de compléter la partie du diagnostic relative aux plans de mobilité dans la mesure où le PETR Val de Saône Vingeanne dispose d'un plan de mobilité rurale depuis 2019 et que la CC Rives de Saône dispose d'un schéma directeur des mobilités durables depuis 2024.

Le SICECO a dressé une cartographie des opérateurs privés présents sur le département et les a sollicités pour prendre en compte leurs données, sans toutefois les obtenir, ce qui limite la finesse des analyses possibles, au-delà de ses propres bornes. Dans ces conditions, le SICECO a mobilisé les données du GIREVE et celles d'ENEDIS (pour la capacité et les contraintes du réseau électrique).

L'analyse des vulnérabilités liées à la mobilité constitue un atout fort du schéma. Elle permet d'identifier les zones où les enjeux d'équité territoriale et d'accessibilité à la recharge sont les plus sensibles, en intégrant des critères comme les revenus, la motorisation ou la distance aux services. A titre d'exemple, dans la synthèse de l'état des lieux et des besoins ressentis p.66, il est énoncé que *"Sont à prioriser les zones où la vulnérabilité liée à la mobilité est la plus importante ainsi que les zones peu équipées telles que la communauté de communes de Tille et Venelle et la communauté de communes Ouche et Montagne"*. Il est aussi indiqué dans le SDIRVE p.31 que les gares constituent les pôles de mobilité les plus propices au déploiement des bornes de recharge.

La stratégie de déploiement, déclinée à trois horizons (2028, 2035, 2050), repose sur une analyse fine des usages réels du territoire (type de mobilité : résidentielle, touristique, professionnelle, transit), en lien avec des hypothèses de kilométrage et de consommation énergétique. Le recours à quatre typologies de bornes permet d'adapter la réponse technique aux besoins spécifiques identifiés. Cette approche intègre également les

obligations de pré-équipement des parkings privés non résidentiels (loi TECV 2015). Le SICECO a également mené une réflexion sur les objectifs issus du schéma de cohérence régional, en partie restituée. A l'horizon 2028, le besoin en création de points de charge lente est estimé à 199 et à 181 pour les points de charge normale p.95 alors que la stratégie évalue le besoin p.108 respectivement à 143 bornes et 154 bornes. Il conviendra de lever cette incohérence.

Le SICECO propose aux communes adhérentes de lui transférer la compétence optionnelle de mise en place d'un service public de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables. Cette compétence comprend la maîtrise d'ouvrage, la gestion et l'exploitation des infrastructures de recharge, ainsi que la coordination avec les acteurs privés et publics. Il est indiqué p.108 que le transfert de la compétence IRVE au SICECO sur l'ensemble du territoire est un prérequis à un déploiement futur cohérent.

Cette démarche par l'usage, conduite par le SICECO, se distingue de celle du Schéma Régional de Cohérence, qui adopte une logique davantage homogène à l'échelle régionale. Ce choix localisé permet une meilleure efficacité des investissements et une adaptation plus fine aux contextes territoriaux.

Même si le SDIRVE se concentre sur la mobilité électrique (véhicules électriques et hybrides rechargeables), le SICECO a mené une réflexion étendue aux carburants alternatifs à faible émission de GES (hydrogène vert, biogaz, etc), sans faire l'objet d'actions opérationnelles directes dans ce cadre. Ce schéma vise donc la cohérence et la complémentarité avec les autres politiques et schémas territoriaux. L'arrivée de l'hydrogène est anticipée à long terme (2050).

Enfin, le plan d'action proposé gagnerait à être renforcé sur deux points : la définition d'un plan de déploiement plus opérationnel (calendrier, priorisation géographique) et l'intégration d'une réflexion approfondie sur la soutenabilité économique à long terme, notamment sur les coûts d'exploitation et de maintenance pour les collectivités.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Cordialement,

Florent VINCENT

Service préservation et aménagement de l'espace

Responsable du bureau schéma de cohérence territoriale

Missions SCOT, GPU, mobilités, CDAC

(en congés le mercredi des semaines impaires)

57 rue de Mulhouse – BP 53317 - 21033 DIJON

Tél. : 03 80 29 43 94 – 07 87 10 08 53

www.cote-dor.gouv.fr



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
Départementale des
Territoires**